

PA/NY
PRÉFECTURE
DES BOUCHES-DU-RHONE

DIRECTION DE
L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE

Bureau des Installations Classées
et de l'Environnement

Dossier suivi par : M. ARGUIMBAU

N° 88-187/68-1987 A

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Marseille, le

Clb

*L. Cape M. Beaudou
Jat PM*

| |
|--|
| DIRECTION RÉGIONALE D'ADMINISTRATION ET RECHERCHE |
| - 2 MAI 1989 |
| REG. N° |

A R R E T E

autorisant la Société CABOT FRANCE
à exploiter une centrale thermoélectrique
à BERRE-L'ETANG

LE PREFET DE LA REGION PROVENCE, ALPES, COTE-D'AZUR,
PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE,
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,

VU la loi n° 76-663 du 19 Juillet 1976 relative aux installations
classées pour la protection de l'environnement,

VU la loi n° 83-630 du 12 Juillet 1983 relative à la démocratisation
des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement,

VU le décret n° 77-1133 du 21 Septembre 1977 modifié,

VU la demande présentée par la Société CABOT FRANCE en vue d'être
autorisée à exploiter une centrale thermoélectrique à BERRE-L'ETANG,

VU les plans de l'établissement et des lieux environnants,

VU l'arrêté n° 88-32/68-1987 A du 19 Février 1988 prescrivant
l'ouverture de l'enquête publique aux mairies de BERRE-L'ETANG et de ROGNAC
du 5 Avril au 5 Mai 1988,

VU l'avis du Chef du Bureau Interministériel de Défense du
22 Mars 1988,

VU l'avis du Directeur du Service Maritime des Bouches-
du-Rhône du 7 Avril 1988,

VU l'avis du Directeur Départemental du Travail et de l'Emploi
du 25 Avril 1988,

VU l'avis du Conseil Municipal de BERRE-L'ETANG du 5 Mai 1988,

.../...

.../...

VU l'avis du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales du 18 Mai 1988,

VU l'avis du conseil Municipal de ROGNAC du 16 Mai 1988,

VU le procès-verbal de l'enquête publique à laquelle ce dossier a été soumis et l'avis du commissaire-enquêteur du 30 Mai 1988,

VU l'avis du Directeur Départemental de l'Equipement du 2 Juin 1988,

VU l'avis du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt du 24 Juin 1988,

VU l'avis du Sous-Préfet d'Istres du 6 Juillet 1988,

VU l'avis du Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours du 29 Juillet 1988,

VU les avis du Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche des 12 Janvier 1988 et 1er Décembre 1988,

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène du 14 Décembre 1988,

CONSIDERANT que les nuisances engendrées par l'activité ne sont pas de nature à faire obstacle à la délivrance de l'autorisation,

CONSIDERANT cependant qu'il y a lieu d'imposer des prescriptions particulières en vue de réduire ces nuisances,

SUR la proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

.../...

ARRETE

ARTICLE 1er

La Société CABOT Franco, dont le siège social est situé à BERRE, est autorisée, sur le site de son établissement implanté sur les territoires des communes de BERRE et ROGNAC,

a/ - à poursuivre l'exploitation des installations existantes suivantes :

- d'une unité de fabrication de noir de carbone de 100 000 tonnes de capacité annuelle : rubriques 315 et 153 bis de la nomenclature des Installations Classées soumise à autorisation,

- des dépôts de noir de carbone de plus de 200 kg de capacité : rubrique 118 de la nomenclature des Installations Classées soumise à autorisation,

- d'installation de séchage et de granulation de noir de carbone d'une puissance installée de plus de 200 kW : rubrique 89 de la nomenclature des Installations Classées soumise à autorisation.

b/ - à exploiter

- une centrale thermo-électrique de 20 MW comprenant une chaudière principale de 63 000 th/h : rubrique 153 bis de la nomenclature des Installations Classées soumise à autorisation,

c/ à poursuivre l'exploitation et à exploiter les diverses installations auxiliaires nécessaires au fonctionnement des installations principales décrites ci-dessus : pompe, traitement d'eau, chaudière auxiliaire, compresseurs, transformateurs, etc ...

L'exploitation de ces installations s'effectuera dans le respect des prescriptions ci-après.

ARTICLE 2 - Prescriptions générales

2.1 - Toute modification ou extension entraînant un changement notable des conditions de fonctionnement ne pourra être réalisée sans avoir été préalablement autorisée par le Préfet.

2.2 - Tout accident ou incident notable relatif à l'exploitation devra être, sans délai, porté à la connaissance de l'Inspecteur des Installations Classées.

2.3 - L'ensemble des installations sera protégé par une clôture générale d'au moins deux mètres de hauteur.

2.4 - L'établissement sera doté d'un moyen permanent de gardiennage chargé de la police des entrées et ayant reçu une formation et des consignes spécifiques pour transmettre les alertes.

ARTICLE 3 -

3.1 - PREVENTION CONTRE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

3.1.1 - Fonctionnement

En exploitation "normale", la totalité des gaz résiduels provenant de la fabrication du noir de carbone, seront collectés, acheminés et brûlés dans la chaudière de la centrale électrique des réchauffeurs d'huile et des séchoirs.

Le recours à des brûlages de gaz résiduels à la torchère est réservé à des situations de pannes ou d'arrêt de la centrale et à des actions de sécurité.

L'évacuation des fumées de la chaudière de la centrale s'effectuera par une cheminée dont l'émissaire sera à 79 m NGF.

La hauteur de la torchère sera au minimum de 40 m.

3.1.2 - Emissions de SO₂

Les émissions de SO₂ sur site sont limitées aux valeurs journalières suivantes :

- 15 tonnes par jour avec une vitesse d'émission des fumées de 21 m/s.

- Elles seront de 12 tonnes par jour, pour une vitesse d'émission des fumées inférieure à 21 m/s. En cas de difficulté d'approvisionnement, l'exploitant pourra solliciter, auprès de l'Inspection des Installations Classées, l'autorisation de dépasser ces quotas de 30 %, 2 jours consécutifs par an et moins de 30 jours par an. En cas d'accord, les émissions les jours suivants en dépassement, seront réduites d'autant.

3.1.3 - Contrôle des émissions de SO₂

L'exploitant effectuera un contrôle annuel, par mesure de la teneur en SO₂ dans les fumées. Ce contrôle sera effectué à ses frais par un organisme extérieur.

L'exploitant transmettra mensuellement à l'Inspecteur des Installations Classées :

- le calcul des flux d'émission de SO₂ journaliers,
- les heures de marche et d'arrêt de la centrale,
- le temps et les motifs de la mise en service de la torchère.

3.1.4 - Emissions particulières canalisées

En marche normale, les émissions particulières à la cheminée et à la sortie des filtres sont de moins de 20 mg/Nm³. Elles sont au maximum de 50 mg/Nm³.

Un contrôle annuel de cette valeur sera effectué, par un organisme agréé, aux frais de l'exploitant.

Des contrôles supplémentaires pourront être effectués à la demande de l'Inspecteur des Installations Classées.

3.1.5 - Emissions particulières diffuses

- Les manutentions de noir de carbone à l'air libre sont interdites.

- L'exploitant procédera au nettoyage et aux lavages systématiques des ateliers de manutention et des aires de chargement de noir de carbone, afin d'éviter le plus possible, les envols.

- Elle fera procéder à la vérification de l'arrimage des chargements de sacs sur les véhicules et à la fermeture des conteneurs pour les chargements.

3.2 - PREVENTION CONTRE LA POLLUTION DES EAUX

3.2.1 - Les canalisations de transport de matières premières feront l'objet de toutes les précautions utiles et nécessaires, permettant d'éviter leur rupture et une pollution de l'Etang de Berre.

3.2.2 - Traitement des eaux

Les eaux suspectées d'une pollution par les hydrocarbures ou le noir de carbone (eaux de lavage, eaux de pluie de la partie fabrication et chargement du noir de carbone) seront collectées dans un réseau séparatif et acheminées vers un décanteur avant rejet.

Les caractéristiques du rejet du décanteur seront les suivantes :

- débit inférieur à 20 m³/h moyen par jour
- température < à 30°C

- matières en suspension < 30 mg/l
- PH compris entre 6 et 9
- DBO 5 < 40 mg/l
- DCO < 120 mg/l

Les eaux rejetées par la station de déminéralisation seront neutralisées avant rejet dans le décanteur.

Tout incident sur la station de neutralisation conduisant à un PH non conforme, entraînera la fermeture du rejet vers le décanteur et le recyclage des eaux.

Le rejet du décanteur sera équipé de manière à pouvoir effectuer des contrôles de débits.

Il sera procédé à une analyse de contrôle du rejet par un organisme extérieur, toutes les semaines durant les six premiers mois suivant la mise en service de la déminéralisation.

Ensuite, la fréquence de ces contrôles sera espacée en accord avec l'Inspecteur des Installations Classées sans excéder un contrôle mensuel.

Il pourra être procédé à des analyses supplémentaires à la demande de l'Inspecteur des Installations Classées.

Les frais d'analyses sont à la charge de l'exploitant.

L'exploitant transmettra mensuellement à l'Inspecteur des Installations Classées le résultat de ces contrôles.

3.2.3 - Pollutions diffuses

La totalité des petits stockages d'huile attachés aux machines, les transformateurs, les liquides dangereux stockés au magasin, les parcs à fûts seront équipés de cuvette de rétention ou raccordés à un deshuileur.

Les cuvettes de rétention peuvent être déportées et être raccordées à plusieurs stockages. Dans ce cas elles auront la capacité du plus grand stockage desservi.

3.3 - DECHETS LIQUIDES ET SOLIDES

L'exploitant s'équipera de tous les moyens nécessaires à la collecte et à la rétention de la totalité des déchets solides et liquides qu'il peut produire (rebuts de fabrication, ferrailles, boues, huiles usées ...).

Chaque déchet devra être acheminé et éliminé par des moyens et des traitements spécifiques, adaptés à chaque catégorie de déchets.

A cet effet, il sera procédé à une analyse physico-chimique lors de chaque nettoyage sur les boues de la station de neutralisation et du décanteur.

Le résultat de ces contrôles sera adressé à l'Inspecteur des Installations Classées.

3.4 - Emissions sonores

L'établissement est soumis à l'intégralité des dispositions de l'arrêté du 20 Août 1985, relatif aux bruits aériens émis par les installations classées pour la protection de l'environnement.

Le niveau sonore mesuré en limite d'emprise de l'établissement, ne dépassera pas 60 dBA décibels entre 20 heures et 6 heures du matin et 70 dBA décibels entre 6 heures et 20 heures. Il demeurera inférieur à 65 décibels en limite de clôture Est (face à ROGNAC Ville).

Il pourra être supérieur à 70 dBA le long du CD 20 C (accès à la Raffinerie) si cette émission n'entraîne pas d'émergence supérieure à 3 décibels à l'intérieur des habitations des Brets ou des Barjaquets les plus exposées.

Un état du niveau sonore en limite de l'établissement sera dressé, par un organisme extérieur, dans les trois mois qui suivront sa mise en service.

ARTICLE 4 - SECURITE

- L'exploitant établira, dans les six mois qui suivront la notification du présent arrêté, une liste des contrôles non destructifs, annuels ou périodiques à effectuer sur les canalisations d'hydrocarbures liquides qui desservent l'établissement, et sur celles situées à l'intérieur de l'établissement.

- Il procèdera à l'établissement du document semblable pour les canalisations de gaz naturel situées dans l'établissement.

- Il établira sous sa responsabilité et communiquera à l'Inspection des Installations Classées, les zones de ses installations qui sont à considérer comme des zones à risque d'explosion ou d'incendie (y compris celles découlant de l'application des règles sur l'exploitation des dépôts d'hydrocarbures liquides).

- A l'intérieur de ces zones, le matériel et les installations électriques devront être de sûreté. Un contrôle annuel de cette conformité de ce matériel et de ces installations y sera réalisé par un organisme extérieur. Le résultat de ce contrôle sera porté sur un registre spécifique.

A l'intérieur de ces zones, les circulations de véhicules et de personnes feront l'objet de mesures spécifiques et de contrôles renforcés.

- Le personnel en poste de l'exploitation, recevra une formation spécifique aux risques d'exploitation (incendie, explosion) et fera des exercices d'alerte et d'intervention tous les six mois au minimum.

- En cas d'alerte par incendie ou explosion, la livraison de gaz naturel doit pouvoir être interrompue, sans délai. Il en est de même pour les approvisionnements d'hydrocarbures liquides par canalisations.

- Les moyens de lutte incendie seront à déterminer en accord avec le service prévention de la Direction Départementale des Services Incendie et de Secours.

ARTICLE 5 - PROCEDURE D'ALERTE

Afin de minimiser l'impact sur l'environnement des points de pollution, l'exploitant est soumis aux procédures d'alerte. A cet effet, le Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche, mettra en place, aux frais de l'exploitant les moyens nécessaires pour faire réaliser les réductions temporaires des émissions suivant une consigne ci-après et révisable en fonction des résultats obtenus.

CONSIGNE VISEE A L'ARTICLE 5 DE L'ARRETE PREFECTORAL D'AUTORISATION

1/ Eléments pris en compte

Les données prises en compte seront celles du réseau du Centre Antipollution de MARIQUES (AIRFOBEP)

2/ Début d'alerte

Elle est déclenchée par le Centre, sur les critères retenus par les responsables du réseau.

3/ Action à entreprendre sans délai

- Phase A : Dès le début de l'alerte, l'exploitant prend toutes dispositions utiles dans ses différentes unités de production, pour que les émissions totales de SO₂, soient équivalentes à celles qui résulteraient de la combustion de combustibles TBTS dans les réacteurs.

Une consigne, régulièrement mise à jour, unité par unité et suivant le type de fabrication en cours, fixera les modalités de mise en oeuvre pour parvenir à ce résultat.

- Phase B - Au vu de l'évolution l'arrêt des différentes unités ou leur mise au minimum technique, restent soumis à l'appréciation du Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche après avis de la météorologie nationale.

4/ Fin d'alerte

La fin d'alerte est prononcée par les responsables du réseau, suivant les critères retenus.

5/ Prolongation de l'alerte.

La prolongation de l'état d'alerte au-delà d'une durée de 48 heures, devra obligatoirement être prononcée pour chaque période de 24 h, dans les mêmes formes et sur les mêmes critères que ceux décrits dans la présente consigne.

6/ Compte-rendu des alertes.

Dans les huit jours qui suivent la fin d'une alerte, l'exploitant adressera au Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche un compte-rendu détaillé sur les opérations effectuées. Seront notamment précisées pour chaque alerte, les émissions horaires de SO₂ et les combustibles utilisés pour la période commençant 162 heures avant le début de l'alerte et s'achevant 12 heures après la fin de l'alerte.

7/ La consigne d'exploitation visée à l'article 3A ci-dessus sera affichée au poste du chef de quart de l'établissement.

ARTICLE 6.

Le présent arrêté annule et remplace les arrêtés préfectoraux d'autorisation d'exploiter du 12 Décembre 1956, du 11 Août 1959, du 19 Décembre 1967, du 23 Février 1979, du 23 Juin 1980 et du 14 Novembre 1983 dès la mise en service de la centrale thermo-électrique.

ARTICLE 7.

L'exploitant devra, en outre, se conformer aux dispositions :

- a) du Livre II du Code du Travail sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs,
- b) du décret du 10 Juillet 1913 sur les mesures générales de protection et de salubrité applicables dans tous les établissements industriels ou commerciaux,
- c) du décret du 14 Novembre 1962 sur la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en oeuvre des courants électriques

ARTICLE 8.

L'établissement sera soumis à la surveillance de la Police, de l'Inspection des Services d'Incendie et de Secours, de l'Inspection des Installations Classées et de l'Inspection du Travail.

Des arrêtés complémentaires pourront fixer les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 Juillet 1976 rend nécessaire ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien ne sera plus justifié.

ARTICLE 9.

En cas d'infraction à l'une des dispositions qui précèdent, la présente autorisation pourra être suspendue, sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

Sauf le cas de force majeure, cette autorisation perdra sa validité si l'établissement n'est pas ouvert dans un délai de trois ans à dater de la notification du présent arrêté ou s'il n'est pas exploité pendant deux années consécutives.

ARTICLE 10.

La présente autorisation ne dispense pas l'exploitant de demander toutes autorisations administratives prévues par les textes autres que la loi du 19 Juillet 1976.

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

ARTICLE 11.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 12.

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Le Sous-préfet d'Istres,
- Le Directeur Départemental de la Sécurité Civile,
- Le Maire de BERRE-L'ETANG,
- Le Maire de ROGNAC,
- Le Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche,

.../...

- Le Directeur Départemental du Travail et de l'Emploi,
- Le Directeur du Service Maritime des Bouches-du-Rhône,
- Le Directeur Départemental de l'Equipement,
- Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,

et toutes autorités de Police et de Gendarmerie,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un avis sera publié et un extrait affiché conformément aux dispositions de l'article 21 du décret n° 77-1133 du 21 Septembre 1977.

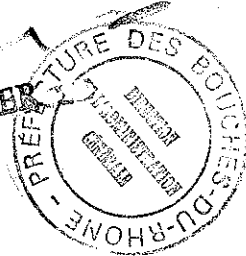
MARSEILLE, le - 24 FEV. 1989

POUR LE PRÉFET

Le Secrétaire Général Adjoint
de la Préfecture des B.-d.-Rh.

POUR COPIE CONFORME
DIRECTEUR.

[Signature]
Daniel GARNIER



Marcel MATTEACCI